

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 27 JUIN 2019
D27062019/097**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires : Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL, Dominique FÉVRIER, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Jérémie BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC, Marie-Hélène GIRAL, Gilles CHAVEROUX, Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Tony TRIJOLET, Marie-Dominique SAINT-MARTIN, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES : Véronique CHAMBAUD (pouvoir à Bernard BESSAC)
Jacques BIDLUN (pouvoir à Alfred AUGEREAU)
Pierre JACOB (pouvoir à Patrick MEIFFREN)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Marie LASSERRE)
Pascale MARZAT (pouvoir à Sylvie LAVERGNE)
Jean-Jacques LAOUÉ (pouvoir à Franck LAPORTE)
Marie-Dominique DUBOURG (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI, (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES : Jean Bernard DUFOURD, David LAFOSSE,

Membres suppléants remplaçants
un membre titulaire

Membres suppléants : Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON,

SECRETAIRE DE SEANCE : Alain BOUCHON

Objet : CREATION D'UN BUDGET ANNEXE « INDEMNISATION IMMEUBLE LE SIGNAL »

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président

Vote : UNANIMITE

La copropriété Le Signal est composée de deux immeubles sis 2, Boulevard du Front de Mer à Soulac-sur-Mer, construits en 1967, et totalisant 78 appartements du T1 au T3. Elle a fait l'objet, le 24 janvier 2014, d'un arrêté municipal portant ordre d'évacuation et interdiction d'occupation, justifié par un risque grave et imminent en raison d'un très important recul du trait de côte constaté à la suite d'une succession de tempêtes et menaçant la sécurité des immeubles.

Le Conseil constitutionnel, par décision rendue le 6 avril 2018 faisant suite à une question prioritaire de constitutionnalité, a confirmé la conformité à la Constitution de l'article L561-1 du code de l'environnement permettant à l'État de déclarer d'utilité publique l'expropriation des habitations exposées à certains risques naturels limitativement énumérés, pour protéger la vie des personnes habitant dans ces logements, tout en leur assurant une indemnisation équitable, mais en excluant l'érosion côtière de ces risques.

Par conséquent, ainsi que le Conseil d'État l'a indiqué dans sa décision du 16 août 2018, l'érosion côtière, cause de l'arrêté municipal du 24 janvier 2014, ne peut pas justifier une expropriation par l'État de la copropriété Le Signal au titre de l'article L561-1 du code de l'environnement.

Dans ces conditions, la communauté de communes Médoc Atlantique, du fait de sa compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI – item 5 « défense contre les inondations et contre la mer ») et dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie locale de gestion du trait de côte, dispose quant à elle, des compétences et d'un motif légitime lui permettant de fonder en droit une expropriation pour cause d'utilité publique des copropriétaires au titre de l'article L1 du code de l'expropriation, ou une acquisition amiable précédée d'un protocole transactionnel comportant une indemnisation des copropriétaires pour la perte de jouissance de leur bien depuis janvier 2014, alors même que la valeur vénale actuelle du bien est quasi nulle.

Par ailleurs, la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a inclus, dans l'enveloppe du programme 181 « prévention des risques », un montant de sept millions d'euros destiné à l'indemnisation des propriétaires de biens immobiliers rendus inhabitables par l'érosion côtière.

Compte tenu de ce qui précède, la communauté de communes propose, au regard de l'utilité qui s'attache à cette opération, d'apporter son concours technique et juridique à l'Etat, afin que cette enveloppe puisse être engagée et consommée en 2019 pour permettre l'indemnisation des copropriétaires, l'acquisition des immeubles concernés, puis leur démolition dans le cadre d'un projet d'aménagement plus global de la zone.

Dans ces conditions, il est proposé au conseil communautaire d'approuver la création d'un budget annexe « Indemnisation Immeuble Le Signal » dont le financement sera assuré par le programme 181 « prévention des risques » dans la limite de sept millions d'euros, et ce dans l'attente de la conclusion du protocole d'accord avec l'Etat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire, en date du 13 juin 2019, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,

DÉCIDE :

- d'approuver la création d'un budget annexe « Indemnisation Immeuble Le Signal » dont le financement sera assuré par le programme 181 « prévention des risques » dans la limite de sept millions d'euros et ce, dans l'attente de la conclusion du protocole d'accord avec l'Etat.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 28

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

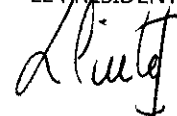
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 27 JUIN 2019



LE PRESIDENT,



Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde